



## NOTE D'INFORMATION

### Origine préférentielle - Certificats EUR.1 - Déclarations d'origine

#### 1. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Depuis la fin de l'année, l'administration douanière applique de manière **beaucoup plus stricte** les règles relatives à la délivrance des certificats de circulation **EUR.1**.

Dans ce cadre, toute demande de visa peut donner lieu à un **contrôle systématique de l'origine préférentielle UE** des marchandises.

La responsabilité de la preuve repose exclusivement sur **l'exportateur**.

#### 2. RAPPEL DES FONDAMENTAUX SUR L'ORIGINE PRÉFÉRENTIELLE

L'origine préférentielle **n'est jamais présumée**.

Elle doit être **justifiée, documentée et traçable**, en fonction de la nature des marchandises exportées.

##### 2.1. Marchandises achetées dans l'Union européenne (revente en l'état)

Les justificatifs acceptés sont notamment :

- ▶ **Déclaration fournisseur UE :**
  - ponctuelle (par livraison), ou
  - à long terme, DLT (valable pour une période déterminée).
- ▶ conforme au texte réglementaire en vigueur,
- ▶ valide à la date de l'exportation,
- ▶ couvrant précisément les marchandises exportées.

**Une facture fournisseur ne constitue pas une preuve suffisante d'origine préférentielle.**

##### 2.2. Marchandises fabriquées dans l'Union européenne

L'origine UE doit être démontrée au moyen d'un **dossier technique d'origine**, pouvant comprendre :

- ▶ la description du processus de fabrication,
- ▶ la nomenclature des produits (code SH),
- ▶ la liste des matières premières et leur origine,
- ▶ la règle d'origine applicable au regard de l'accord concerné,
- ▶ le cas échéant, les calculs de valeur ajoutée ou de changement de position tarifaire.

Ces éléments doivent être **tenus à disposition de l'administration** et présentés sur demande.

##### 2.3. Produits transformés à partir de matières non UE

Dans ce cas, l'origine préférentielle n'est acquise que si les opérations réalisées dans l'UE permettent de satisfaire la **règle d'origine spécifique** prévue par l'accord applicable.



Les justificatifs attendus peuvent inclure :

- les preuves d'origine des matières premières UE,
- la justification des opérations de transformation réalisées,
- les calculs démontrant le respect des seuils autorisés (valeur ajoutée, pourcentage de matières non originaires, etc.),
- tout document permettant de démontrer le respect des critères d'origine.

Pour toutes les situations, l'administration exige désormais la présentation immédiate de ces justificatifs lors de la demande de visa EUR.1.

**En leur absence, le visa peut être refusé.**

### 3. EUR.1 ET SEUIL DE VALEUR DE 6 000 €

Il est rappelé que :

**Pour toute exportation d'une valeur facture inférieure ou égale à 6 000 €, le certificat EUR.1 n'est pas obligatoire.**

Dans ce cas, l'origine préférentielle peut être déclarée directement sur la **facture** ou sur tout document commercial équivalent, via une **déclaration d'origine sur facture**, sous réserve du respect des règles d'origine et de la disponibilité des justificatifs.

### 4. LE STATUT D'EXPORTATEUR AGRÉÉ (EA)

Le statut d'**Exportateur Agréé** permet :

- de **supprimer le recours aux certificats EUR.1**,
- quelle que soit la valeur de l'envoi.

L'exportateur agréé est autorisé à établir des **déclarations d'origine sur facture sans limitation de montant**.

Ce statut implique une parfaite maîtrise des règles d'origine et une documentation rigoureuse, tenue à jour et disponible en cas de contrôle.

### 5. ASSISTANCE ET CONTACTS

L'Agence Douane M&M se tient à la disposition des exploitants et de la clientèle pour tout accompagnement relatif à l'origine préférentielle, aux certificats EUR.1 et aux déclarations d'origine.

#### **Contacts Agence Douane M&M :**

- **Jean-Michel PONCET** - Directeur Agence Douane - Tél : 04 72 00 11 05
- **Sophie MANSON** - Responsable Centre Douane - Tél : 04 72 00 11 08
- **Jacob AMEDENYANOU** - Responsable Centre Douane - Tél : 02 72 01 20 07
- **Adam HAKEM** - Chef mission technique et juridique Douane - Tel : 04 42 41 00 02